

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 20 DÉCEMBRE 1923.

PROPOSITION DE LOI concernant la protection et l'assurance maternelle

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Plus que jamais la protection maternelle est devenu un objet général.

L'objet de cette protection concerne non seulement la famille, mais aussi la communauté toute entière. En effet, le problème met en question non seulement le bien-être moral et matériel de la famille, mais aussi le bien-être du pays.

Quand il s'agit de la protection maternelle de celles qui sont au service comme ouvrières, comme employées d'industrie ou de commerce, comme domestiques, cette protection restera insuffisante, aussi longtemps qu'elle ne trouve son complément dans l'assurance maternelle. Celle-ci, pour toute son efficacité, doit pouvoir compter sur de larges subventions des pouvoirs publics, en même temps que le patronat doit être obligé de verser aux caisses par un prélèvement spécial sur les salaires.

Telles sont les directives que nous posons en principe.

Nous reconnaissons volontiers que la question de la protection et de l'assurance maternelles trouve sa place tout indiquée dans le problème des assurances sociales; elle en constitue une partie importante.

Toutefois, en raison de l'état actuel de nos finances et de la situation que nous traversons, nous ne voyons pas la possibilité de donner une solution adéquate à la grande question qui nous occupe. D'ailleurs, une solution séparée à une partie importante de la question des assurances, ou laissent l'ensemble de cette question intact. La sollicitude de la Ligue Nationale des familles nombreuses et la Commission des familles nombreuses entourent la mère et l'enfant, a été pour nous une raison de plus pour nous engager à déposer une proposition de loi sans difficulté réunir les suffrages de toutes les opinions.

La proposition que nous avons l'honneur de vous soumettre, comprend deux parties bien distinctes : 1° la protection maternelle; 2° l'assurance maternelle.

En ce qui concerne les femmes et les mères employées dans le commerce et l'industrie, le système de protection maternelle est suranné et sans contre-dit incomplet. Seule la loi du 13 décembre 1889 contient une disposition à ce sujet, notamment l'article 5, ainsi conçu : « Les femmes ne peuvent être employées au travail pendant les quatre semaines qui suivent leur accouchement »; elle ne comprend aucune disposition pour protéger la santé durant la grossesse. Il est vrai que la loi sur le contrat d'emploi a comblé en grande partie cette lacune en faveur des femmes qui travaillent comme employées dans le commerce et l'industrie. Toutefois, cette loi ne parle pas de l'assurance maternelle; nous avons donc pensé que notre proposition devait également s'occuper de ces dernières.

Quant aux femmes employées comme domestiques, notre législation ouvrière n'a prévu jusqu'à présent aucune disposition ni au point de vue protection ni au point de vue assurance maternelle.

Notre proposition a pour but de combler cette lacune.

En ce qui concerne la protection maternelle légale, nous nous sommes inspirés des conclusions adoptées par la Convention Internationale du Travail de Washington (1919). Ces dispositions furent, en effet, adoptées à l'unanimité par les délégués belges, tant par ceux du Gouvernement que par ceux des organisations patronales et ouvrières, de sorte qu'elles constituent une obligation morale pour la législation ouvrière belge.

Les articles 1, 2, 3, 4 et 5 de notre proposition reproduisent quasi textuellement les dispositions de la Convention Internationale.

La Convention Internationale de Washington contient, en effet, les dispositions suivantes relatives à la protection maternelle :

a) La femme en couche ne peut reprendre son travail endéans les six semaines qui suivent l'accouchement ;

b) La femme enceinte peut suspendre son travail moyennant production d'un certificat médical attestant que l'accouchement aura lieu probablement dans les six semaines ;

c) La femme a droit à une indemnité pour elle et pour son enfant, ainsi qu'aux soins gratuits du médecin ou de la sage-femme pendant le temps qu'elle reste absente de son travail en vertu des stipulations a et b ;

d) La mère-nourrice jouit, pour allaiter son enfant, de deux repos quotidiens, d'une demi-heure chacun ;

e) L'employeur ne peut congédier l'ouvrière pour cause de maladie ou d'indisposition résultant de la grossesse ou de l'accouchement.

On pourrait nous faire observer qu'une meilleure protection maternelle pourrait être réalisée dans le cadre de la législation ouvrière existante, notamment sous forme de modifications à la loi du 13 décembre 1889. Toutefois, les résolutions de la Conférence Internationale du Travail de Washington formulent clairement le droit de la mère à une indemnité pour elle et pour son enfant, ainsi qu'aux soins gratuits du médecin ou de la sage-femme, durant l'époque qu'elle doit suspendre son travail. Et, comme, d'après les conceptions admises en Belgique, ces avantages ne peuvent s'obtenir sans l'assurance, nous estimons

que les deux objets (protection et assurance) ne peuvent être séparés. C'est pourquoi nous avons voulu les comprendre tous deux dans notre proposition.

A titre documentaire, nous donnons ci-dessous :

Un exposé concis des dispositions légales relatives à la protection et à l'assurance maternelles dans les pays étrangers.

Les pays industriels établissent, chacun à sa façon, la nécessité de régler le travail des femmes à l'époque de leur accouchement.

En général, on est d'accord pour interdire tout travail dans les établissements industriels avant l'accouchement, et depuis une dizaine d'années on a songé à assurer en même temps les intérêts de la mère pendant ces jours de chômage.

Nous donnons ici le résumé des lois appliquées dans 28 pays, dont quatre Etats des Etats-Unis et quatre Possessions anglaises, d'après l'enquête qui a été faite par le Comité organisateur de la Conférence de Washington.

1. France (loi du 30 juillet 1913, décrets du 26 décembre 1909 et du 26 octobre 1912); Allemagne (art. 157, Code industriel); Belgique (lois du 13 décembre 1899, du 26 mai 1911, coordonnées le 20 février 1919); Brésil (St-Pol, 29 décembre 1917); Grande-Bretagne (loi sur les fabriques, 1901); Danemark (loi sur les fabriques, 1915; sur les boulangeries, 1912); Grèce (loi de 1912, décret des 14-17 août 1913); Italie (loi de 1907, règlements du 9 mars 1908 et du 14 juin 1919); Japon (loi du 24 mars 1911, règlement du 3 août 1916); Pays-Bas (loi de 1911, décret du 14 janvier 1910); Norvège (loi de 1915); Pologne (Code autrichien et allemand); Portugal (décrets du 14 avril 1891, loi de 1915); Roumanie (loi du 23 janvier 1912); Serbie et Espagne (lois de 1900 et de 1907); Suède (lois de 1912 et de 1916); Suisse (loi de 1914); Tchéco-Slovaquie (Code industriel autrichien, art. 94, art. 6 de la loi sur l'assurance contre la maladie, modifiée en 1917).

2. Connecticut, Massachusetts, New-York, Vermont.

3. Nouvelle-Galles du Sud (lois sur les usines, 1912); Australie Occidentale (lois sur les usines de 1909 et de 1911); Nouvelle-Zélande (1908).

Toutes les dispositions actuellement en vigueur ont pour but : 1° de veiller à la santé de la mère et de l'enfant, en assurant à l'ouvrière le repos nécessaire avant et après l'accouchement; 2° de veiller à la santé de l'enfant quand la mère aura repris le travail.

Quant au premier point, on a interdit, en règle générale, de faire travailler les femmes pendant un temps déterminé avant et, quelquefois, après leur accouchement. Plusieurs pays ont créé en outre une assurance ou une indemnité maternelle qui accorde un subside pendant les jours de chômage involontaire. Certaines lois ont une tendance à empêcher que d'après son contrat de travail, la mère soit punie d'une amende pour avoir abandonné son travail, sans préavis, peu de temps avant son accouchement, et à lui garantir la possibilité de reprendre le travail, si elle le désire, après cette période de chômage.

Quant au second point, certains pays ont essayé de protéger la santé de l'enfant, après le retour de la mère au travail, en obligeant l'employeur à lui assurer la possibilité de nourrir son enfant.

Limitation du travail de la mère avant et après l'accouchement.

En cette matière, la loi espagnole est la plus radicale, puisqu'elle comprend tout travail manuel. Elle va même plus loin que la loi belge, qui est applicable aux mines, aux établissements commerciaux, aux hôtels et aux bureaux des établissements industriels et commerciaux, aux services de transport, en même temps qu'aux fabriques et aux usines. Vient ensuite la loi grecque, dont les dispositions sont à peu près les mêmes que celles de la loi belge, sauf qu'elle ne mentionne pas les bureaux des ateliers et établissements de commerce; puis vient une longue série de lois applicables aux établissements commerciaux et industriels. La législation française appartient à cette série (loi de 1913 et décret spécial interdisant de faire porter, rainer ou pousser toute charge quelconque par les femmes après leur accouchement); il en est de même des lois des États de Connecticut, New-York, Massachussets et Vermont. Dans la République Argentine, en Grande-Bretagne, au Brésil, aux Pays-Bas, au Portugal, les mines et les ports sont mentionnés spécialement; en Nouvelle-Zélande, les règlements sont appliqués à toutes les fabriques et usines, mais non aux établissements de commerce et aux autres entreprises. Certains États, ne tenant compte que du nombre d'ouvriers, ont exclu toutes les petites usines. Tels l'Afrique du Sud (où les ateliers de moins de 3 ouvriers sont exclus); la Nouvelle-Galles du Sud (moins de 4 personnes); la Norvège (moins de 5); l'Italie, le Danemark, l'Australie Occidentale (moins de 6); la Suède (usines de moins de 3 chevaux-vapeur et de moins de 3 personnes et usines de moins de 10 personnes); l'Allemagne (moins de 10 personnes); le Japon (moins de 10 personnes, sauf pour les travaux de nature dangereuse). En Suisse, la loi fédérale exclut les petites usines, sans établir cependant une limite bien déterminée. Dans la République autrichienne, en Tchéco-Slovaquie et dans certaines provinces polonaises, l'ancien code industriel exclut les petits métiers, sans préciser le sens exact de ce terme.

Durée de l'interdiction du travail après l'accouchement.

La durée de l'interdiction du travail varie de quatre à huit semaines (dont six après l'accouchement, en Allemagne et dans une partie de la Pologne) elle atteint même douze semaines dans l'Afrique du Sud (loi de 1918), dont huit semaines après l'accouchement.

Dans certains pays, il est permis de réduire la durée de l'interdiction du travail, sur production d'un certificat médical déclarant que la femme est à même de reprendre le travail. En Suisse, la durée peut être portée de six à huit semaines, à la demande de la femme elle-même.

Des vingt-neuf lois promulguées dans les dits pays, quatorze prescrivent un repos de trente jours ou moins, et quinze prescrivent un repos de cinq semaines ou plus. La loi japonaise, prescrivant en général cinq semaines, permet de réduire le repos à trois semaines moyennant production d'un certificat médical. Dans les mêmes conditions, il est permis en Espagne de porter la durée de six à huit semaines. En Suède (six semaines), la femme peut reprendre le travail

aussitôt qu'elle est rétablie. Les lois italienne et danoise établissent la plus courte durée : la première impose en principe un repos de quatre semaines, mais elle permet que la mère reprenne le travail trois semaines après l'accouchement, sur production d'un certificat médical (1) ; d'après la seconde, quoiqu'en principe il soit prescrit quatre semaines de repos, l'ouvrière peut reprendre le travail aussitôt que le médecin l'y autorise.

On tend à prolonger la durée de l'interdiction du travail. C'est ainsi qu'en Espagne on a porté la durée de trois à six semaines après l'accouchement ; en Allemagne (1908), de quatre à huit semaines.

En Hollande, la durée du repos a été portée par une loi de quatre à huit semaines, dont six après l'accouchement.

Certaines lois, limitant la durée du repos à quatre semaines ou à un mois, sont déjà anciennes. La loi belge date de 1889 ; la loi portugaise de 1891, la loi anglaise de 1891 (2). La plupart des lois, fixant une durée plus longue, sont relativement récentes : Suède et Grèce, 1912 ; Suisse, 1914 ; Norvège, 1915 ; Japon, 1916.

Une seule loi fait exception. Une ancienne loi suisse de 1877 est allée plus loin que la récente loi modificative, en ce sens qu'elle prescrit un repos de deux semaines avant et de six semaines après l'accouchement. L'interdiction de travailler avant l'accouchement a été suspendue, parce qu'il arrive souvent que la femme ne sait pas prévoir l'époque précise de son accouchement, qu'elle préfère ne pas renoncer au travail et ne pas perdre son salaire et qu'elle effectue parfois, en dehors de l'atelier, un travail plus fatigant que son travail ordinaire.

*Droit au repos avant l'accouchement et à la reprise du travail
à l'expiration du repos obligatoire.*

Certaines lois ont tenté d'assurer la condition des ouvrières, tant comme mère que comme ouvrière, en leur accordant le droit de quitter le travail quelque temps avant l'accouchement sur production d'un certificat médical, ou même sans avis préalable, et de reprendre le travail ultérieurement.

L'Espagne, la Norvège, la Suède, la France reconnaissent formellement à la femme enceinte le droit d'abandonner le travail, sans préavis donner le d'usage (Espagne pendant le huitième mois, Norvège pendant les deux dernières semaines). En Suisse, la femme enceinte peut abandonner à son gré le travail et elle ne peut être renvoyée de ce chef.

Les lois espagnole, française, grecque, norvégienne et roumaine stipulent formellement que la femme conserve son travail dans l'atelier.

En Suisse, il est interdit de renvoyer l'ouvrière lors de son absence pour cause d'accouchement ; son contrat de travail ne peut non plus se périmer au cours de cette même absence.

(1) Le travail est interdit un mois avant et un mois après l'accouchement pour certains travaux d'épuration (mondatura) dans les rizières.

(2) Cette loi n'a pas été modifiée par celle de 1901.

Facilités données aux mères pour l'allaitement de leurs enfants.

En Argentine, en France, en Italie, en Norvège en Espagne et en Suède, il est permis à la mère d'allaiter son enfant pendant les heures du travail. Une disposition analogue est prévue au projet de loi soumis actuellement au Parlement hollandais. Au Danemark, un local spécial doit être mis à la disposition des mères allaitant leurs enfants, dans tout atelier occupant plus de 25 ouvrières; en ce qui concerne les ateliers de moindre importance, la loi ne paraît pas accorder aux mères le temps nécessaire pour allaiter leurs enfants. En Italie, un local doit être mis à la disposition des mères dans les fabriques occupant au moins 50 ouvrières. Il en est de même au Portugal; toutefois, la crèche ne doit pas être établie dans le même établissement. Par contre, plusieurs établissements industriels peuvent organiser une crèche commune, à condition qu'elle ne se trouve pas distante de plus de 500 mètres de chacun d'eux. En France, les grandes usines, occupant plus de 100 femmes au-dessus de 15 ans, peuvent être obligées d'établir une crèche.

Assurance ou indemnité en cas d'absence forcée pendant la période de l'accouchement.

Parmi les vingt-huit pays cités ci-dessus, il y en a douze qui allouent un secours ou une indemnité au cours de la période de repos imposée à l'époque de l'accouchement.

Dans certains cas, ce secours est en rapport direct avec l'interdiction légale; dans d'autres, il n'existe pas le moindre rapport. Dans sept pays, l'allocation fait partie du secours alloué par l'assurance-maladie. En Italie, il existe une caisse spéciale pour l'assurance maternelle; en France, les femmes reçoivent une allocation spéciale de maternité sans être obligées de payer une prime d'assurance. Cette allocation est prélevée sur les deniers publics et liquidée par l'autorité locale. Dans l'Afrique du Sud, l'ouvrière devant vivre de son salaire peut obtenir, sur déclaration de l'inspecteur, une indemnité pendant douze semaines, prélevée sur les crédits votés par le Parlement.

La loi danoise semble présumer que, le cas échéant, les ouvrières indigentes seront secourues par l'État, puisqu'elle dit formellement que ce secours ne remplace pas celui accordé par l'institution de bienfaisance. En Norvège, les femmes indigentes reçoivent des allocations variant de 15 à 45 couronnes par mois, sous déduction du secours alloué par l'assurance-maladie. Ces indemnités sont liquidées par la caisse communale six semaines avant et six semaines après l'accouchement, à condition que la mère donne le sein à l'enfant. En Suisse, l'assurance-maladie est à charge des cantons. La loi fédérale stipule seulement que les caisses-maladies doivent intervenir en cas de naissance et de maladie. En Tchéco-Slovaquie, en Allemagne, en Roumanie et en Norvège, le montant de l'assurance maternelle est le même que celui de l'indemnité-maladie (généralement 50 à 60 p. c. du salaire).

En Grande-Bretagne, lorsque le mari est assuré, l'assurance-mariage ajoute une prime de maternité de 50 shelling à l'allocation hebdomadaire versée par la caisse-maladie, et cela pendant quatre semaines après l'accouchement. Si le mari

n'est pas assuré, la mère reçoit de sa propre assurance une indemnité maternelle double au total : 5 livres). L'assurance anglaise est liquidée en une fois et n'est pas limitée aux seules femmes occupées dans l'industrie ; elle est également en rapport direct avec l'interdiction d'occuper les mères dans l'industrie immédiatement après l'accouchement. Normalement, on exige que la femme qui reçoit l'indemnité doit s'abstenir de travailler pendant quatre semaines après l'accouchement.

En Hollande, on est tenu de payer le salaire intégral pendant toute la durée de l'incapacité du travail tant avant qu'après l'accouchement, au lieu de 70 p. c. du salaire moyen (selon la classe) qui est généralement payé à titre d'indemnité en de maladie.

Un décret récemment promulgué en Pologne prescrit également, sous réserve d'approbation par le Parlement, le paiement du salaire intégral.

Il importe de signaler ici la loi australienne de 1912 relative à l'indemnité maternelle, quoiqu'elle soit étrangère aux conditions de travail. Cette loi accorde une prime de 5 livres à toute femme australienne qui met un enfant au monde.

Dans certains pays, l'indemnité maternelle consiste en une somme d'argent, avec soins médicaux gratuits et l'assistance gratuite d'une sage-femme. En Grande-Bretagne, en Italie, en Hollande, la femme n'a pas droit à l'assistance gratuite du médecin ou de la sage-femme. Cependant, en Grande-Bretagne l'ouvrière, qui n'est pas en état de travailler pendant la période de grossesse, a droit au secours de maladie et aux soins médicaux, comme pour toute autre maladie. L'ouvrière anglaise a encore droit aux avantages de plusieurs institutions créées par les autorités locales en vue d'assurer aux femmes des conseils, des aliments et des soins durant la période de leur grossesse et au moment de leur accouchement. Ces institutions sont créées et subsidiées par le Ministère de l'Hygiène, récemment créé.

En Belgique, un service médical spécial, ayant pour mission de surveiller les conditions hygiéniques dans les établissements industriels, est chargé de s'occuper de la situation des ouvrières-mères et des enfants. Les lois d'assurance des autres pays accordent les soins gratuits de la sage-femme ou du médecin, en même temps que des secours en argent.

En Amérique, le Bureau de l'Enfance du Département du Travail conseille l'adoption d'un programme d'intervention fédérale dans les différents États, en vue de venir en aide à l'œuvre de protection des mères et des jeunes enfants. Cette œuvre de protection accordera à la mère les soins médicaux nécessaires, avant, pendant et après l'accouchement, et indiquera les institutions chargées de l'examen des enfants. Un projet de loi, basé sur ce programme, sera soumis au Congrès à la session prochaine.

Un des grands obstacles, que rencontre l'application de l'interdiction du travail, consiste dans la difficulté d'en assurer l'observation. Dans la plupart des cas, le patron ou les surveillantes ignorent la naissance ou les dates ; les lois établissent, en général, que le patron ne pourra être poursuivi que lorsqu'il aura fait travailler sciemment une personne pendant la période de repos.

Dans un seul pays, en Suisse, la loi prescrit que l'employé, chargé des déclarations de naissance, transmettra au patron un extrait de l'acte de

naissance de l'enfant de l'ouvrière travaillant chez lui. En Hollande on procède d'une toute autre façon. Toute femme mariée, acceptant un emploi tombant sous l'application de la loi, doit être munie d'un carnet délivré par l'autorité locale, qui tient la liste des carnets délivrés. Dans ce carnet il est fait mention de chaque accouchement avec la signature de l'autorité. Le carnet reste aux mains du patron qui le remet à l'ouvrière au moment où elle quitte son service. Tout inspecteur, qui soupçonne une infraction à la loi, peut exiger qu'un double du carnet soit remis aux ouvrières d'un établissement.

En Angleterre, deux Commissions ont examiné le problème du travail des femmes avant et après l'accouchement. En principe, elles admettent qu'il est nécessaire de confier à des personnes compétentes une enquête supplémentaire.

* * *

Les renseignements suivants sont de date plus récente.

ESPAGNE.

Projet de décret présenté au Conseil des Ministres par le Ministre du Travail, du Commerce, de l'Industrie, le 20 août 1923, modifiant la loi sur le travail des femmes et des enfants et établissant un régime provisoire d'allocations aux femmes en couche, en attendant la création d'une caisse d'assurance obligatoire en cas de maternité. Entrée en vigueur : 15 octobre 1923.

Principaux articles :

- a) Repos obligatoire six semaines après l'accouchement.
- b) Droit d'abandonner le travail six semaines avant, sur certificat médical.
- c) Poste de travail réservé par le temps autorisé : maximum, 20 semaines.
- d) Repos pour l'allaitement : une heure par jour divisible en deux repos d'une demi-heure, en dehors des repos ordinaires. Elles ne seront jamais décomptées des heures de travail.
- e) Pendant tout le temps où les femmes sont dispensées du travail, elles ont droit : 1° à l'assistance gratuite du médecin ou de l'accoucheuse ;
2° à l'indemnité journalière.

Subsides donnés par l'État par l'intermédiaire d'organismes, tels que les mutualités maternelles ou les sociétés de secours mutuels ou les monts de piété.

Ont droit à ce subside toutes les ouvrières qui réunissent les conditions suivantes :

- 1) être affiliée au régime obligatoire de retraite ouvrière ;
- 2) ne pas abandonner le nouveau-né ;
- 3) s'abstenir de tout travail pendant deux semaines.

(F. B. Octobre 1923.)

JAPON.

Loi votée par le Parlement dans la session du 27 décembre 1922-27 mars 1923 (loi sur les fabriques) : elle pose en principe la loi sur l'assurance-maladie du 22 avril 1922, la protection de la femme avant et après l'accouchement. (I. F. 8 juin 1923.)

Protection des institutrices avant et après l'accouchement.

Arrêté du Ministre de l'Instruction Publique, 16 septembre 1922 :

1° repos de deux semaines avant l'accouchement avec prolongation nécessaire sur présentation médicale ;

2° repos de six semaines après ;

3° les institutrices des écoles bénéficieront des mêmes droits (I. S., 29 décembre 1922).

ITALIE.

Projet de loi présenté par le Gouvernement concernant la réforme assurance-maternité, approuvé par la Chambre des députés, 9 février 1923 :

1° augmentation de l'indemnité à la femme accouchée, de 40 à 100 liras ;

2° prime annuelle due par l'ouvrière assurée, portée de 1 à 3 liras ;

3° prime due par l'employeur, portée de 1 lire 25 à 4 liras ;

4° subvention accordée par l'Etat pour accouchement ou fausse-couche portée de 12 à 18 liras.

Attention a été attirée au cours de la discussion sur l'emploi des femmes avant et après accouchement.

Droit pour la femme : de quitter le travail six semaines avant ; recevoir indemnités (I. S., 2 mars 1923).

CHILI.

Projet du code de travail ou de la prévoyance sociale présenté au Congrès par M. A. Alessandini, Président de la République (année 1921, n° spécial du *Bulletin du Travail du Chili*).

Travail des femmes.

Les femmes enceintes ont droit à six semaines de repos avant et après l'accouchement.

Les fabriques employant plus de 20 femmes : pouponnières pour les enfants de moins de 1 an.

Les ouvrières ont droit à une heure de repos par jour pour allaitement. (I. S., 14 juin 1922.)

Loi vient d'être adoptée :

Tout établissement occupant 50 ouvrières de plus de 18 ans doit avoir une chambre d'allaitement.

Le temps consacré à l'allaitement est compté en plus du repos ordinaire ; il ne peut entraîner diminution de salaire. (Septembre 1923, I. B., octobre 1923.)

La Protection maternelle en Belgique.

La proposition de loi, présentée au Parlement belge conformément aux conclusions de la Commission interparlementaire des assurances sociales, comprend les dispositions suivantes relatives à l'assurance maternelle :

Assurance maternelle.

Art. 80. — L'assurance maternelle a pour objet de garantir le versement :
a) d'une indemnité de 500 francs à la femme de tout assuré en cas d'accouchement moyennant justification qu'elle chôme pendant au moins trente jours; b) d'une indemnité de 500 francs à toute assurée obligatoire qui chômera pendant dix semaines.

Art. 81. — Il est institué une caisse nationale d'assurance maternelle dotée de la personnification civile et annexée à la Caisse nationale d'invalidité. Sa gestion est assumée par le Conseil d'administration de celle-ci.

Art. 82. — La caisse d'assurance maternelle sera alimentée :

1) Par une cotisation uniforme de fr. 5.60 par assuré et par an, perçue à l'intervention des mutualités ou des établissements régionaux;

2) Par une subvention du même import à charge, par parts égales, de l'État et de la province où est établie la mutualité dont l'assuré fait partie.

L'indemnité d'accouchement sera liquidée à l'intervention de la mutualité ou de l'établissement régional où l'assuré est affilié.

* * *

Dans notre conception, l'assurance maternelle doit être généralisée. Et pour qu'elle soit généralisée, elle doit être légalement obligatoire.

Toutefois, l'assurance obligatoire ne serait applicable que lorsque le revenu global de la famille ne dépasse pas 12,000 francs par an. Mais il est évident que l'assurance est toujours recommandable, même lorsque le revenu annuel est supérieur à 12,000 francs. Dans tous les cas où l'on recourt à l'assurance facultative, les mêmes avantages doivent être accordés que ceux reconnus à l'assurance obligatoire.

Au surplus, on constate avec satisfaction que l'assurance facultative a pris dans les dernières années une extension telle que l'obligation ne rencontrera guère d'opposition.

Nous imposons l'assurance obligatoire (voyez art. 6) uniquement pour les femmes, qui travaillent habituellement pour autrui comme ouvrières, employées ou domestiques. En effet, la grossesse et l'accouchement les privent du salaire. Cette perte de salaire doit être compensée à concurrence de 75 p. c., dont 50 p. c. doivent être couverts par les subventions de l'État (voyez à cet égard l'art. 10). Mais nous désirons voir étendre en même temps les avantages de l'assurance maternelle aux épouses de ceux qui travaillent pour des particuliers dans l'industrie, dans le commerce ou comme domestiques. Nous ne préconisons pourtant pas pour celles-ci l'assurance obligatoire. Nous pensons que le développement du sentiment moral et l'impulsion qui se dégage de l'effort personnel qu'on s'impose, aboutiront à l'assurance

intégrale, sans devoir recourir à la contrainte légale. Nous tenons toutefois à affirmer que nous ne considérons nullement comme immorale la contrainte légale en matière d'assurances sociales. Au contraire! Quand la femme enceinte ou la mère en couche est chargée des soins du ménage d'une famille ouvrière, il n'y a pas, il est vrai, perte de salaire; toutefois, la grossesse et l'accouchement entraînent toujours des dépenses fort élevées pour la famille. Si ces dépenses ne sont pas couvertes par l'assurance, ce sont surtout la mère et l'enfant qui en souffrent les premiers et dans la plus forte mesure, au point de vue des soins nécessaires. L'assurance facultative, encouragée par les subventions de l'Etat et des pouvoirs administratifs, a du reste ouvert largement la voie à l'assurance maternelle. Par la réglementation légale, on assurera l'intégralité de l'assistance matérielle.

Quoique les obligations, imposées par la proposition de loi aux assurances maternelles, paraissent relativement fort lourdes, nous sommes intimement convaincus qu'on pourra les réaliser sans peine. En effet, à cet égard aussi l'initiative privée a déjà donné une vive impulsion et obtenu des résultats appréciables.

Il est de notoriété publique que les industriels, surtout ceux qui représentent la haute industrie, attachent un grand intérêt aux allocations familiales. Nous ne discutons pas ici les conceptions spéciales qui se font jour chez les industriels en matière d'allocations familiales, ni les conditions auxquelles ils entendent soumettre le paiement de ces allocations par les caisses de compensation.

Nous pouvons toutefois constater avec satisfaction qu'en créant les caisses de compensation et en attribuant les allocations familiales, on n'a nullement perdu de vue la situation de la mère. Des secours à la naissance sont accordés non seulement quand la mère en couche fait partie du personnel de l'entreprise industrielle, mais aussi quand elle est l'épouse-ménagère d'un travailleur occupé dans l'entreprise.

Notre proposition de loi reprend et généralise pour l'avenir ce que les industriels poursuivent par la voie de l'initiative privée, mais ce qu'ils ne pourraient jamais réaliser de façon définitive et satisfaisante.

Le rapport, présenté par M. Paul Goldschmidt à la dernière assemblée générale (14 novembre 1923) de la Ligue Nationale des Familles nombreuses, est fort intéressant à cet égard.

Voici les renseignements les plus importants, donnés par ce rapport :

La Caisse de Compensation pour allocations familiales et assurances sociales de l'arrondissement de Verviers alloue pour le premier enfant, 160 francs; pour les enfants suivants, 120 francs, avec un maximum de 900 francs.

Caisse de Compensation pour allocations familiales de la Fédération des Fonderies de zinc, plomb, cuivre et nickel : premier enfant 150 francs; deuxième enfant, 200 francs; troisième enfant et enfants suivants, 250 francs.

Caisse de Compensation pour allocations familiales de la Chambre de Commerce de Renaix : 160 francs pour chaque enfant.

Caisse de Compensation pour allocations familiales de la région liégeoise : premier enfant, 250 francs; enfants suivants, 150 francs.

Caisse de Compensation pour allocations familiales du Brabant : premier enfant, 250 francs; enfants suivants, 150 francs.

Caisse de Compensation pour allocations familiales de la région de Charleroi et de la Basse-Sambre : premier enfant, 250 francs; enfants suivants, 150 francs.

Il appert de cet exposé que de nombreux employeurs de la haute industrie ont reconnu d'eux-mêmes l'obligation morale et sociale d'accorder des secours lors de la naissance d'enfants. L'existence de ces Caisses de Compensation permettra de calculer plus facilement le taux de l'intervention patronale à la naissance d'enfants, quand l'assurance maternelle sera légalement établie; tous les employeurs, grands et petits, seront légalement obligés d'allouer leurs subventions et de répondre ainsi aux prescriptions de l'article 8 de notre proposition.

Le taux d'estimation ayant pour base le salaire payé, tel que nous l'indiquons à l'article 13 de notre projet, pourra éventuellement être abaissé. L'assurance maternelle légale aura sans doute pour conséquence la généralisation des Caisses de Compensation pour allocation familiale.

L'industrie et le commerce ont d'ailleurs un intérêt primordial au développement normal de la famille, et l'on ne pourrait sérieusement prétendre qu'ils ne sont pas en état de porter partiellement les charges de l'assurance maternelle générale, érigée sur des bases solides et justifiées.

Quoiqu'il en soit, nous estimons que l'État a pour devoir d'assurer les avantages de l'assurance maternelle et de les réglementer d'après des dispositions bien définies, mais qu'en même temps il doit rechercher les ressources nécessaires dans les organismes qui peuvent les fournir avec le moins d'inconvénient. Les assurées ne devront faire que trop de sacrifices pour mettre l'assurance maternelle en état de faire face à tous les besoins.

Et puisque les mutualités existantes ont dès maintenant, quoique de façon insuffisante, organisé la protection et l'assurance maternelles, il est à présumer que le nombre d'assurances maternelles, à créer séparément ne sera pas très élevé. Dans le cas où leur création sera néanmoins nécessaire, elles devront, comme les sociétés de secours mutuels, demander la reconnaissance légale. L'octroi de cette reconnaissance appartient à l'Office d'assurance et de prévoyance sociales, relevant du Ministère de l'Industrie et du Travail (Voir art. 9).

Notre proposition assure la réciprocité aux femmes de nationalité étrangère, d'après les règles d'usage. (Art. 12.)

Les infractions à cette loi, pour autant qu'elles concernent la protection de la santé proprement dite (art. 4 à 5), tombent sous l'application des dispositions de la loi du 13 décembre 1918.

Les infractions en matière d'assurance maternelle sont réprimées par les textes à la législation d'assurance sociale en général.

Et, suivant son cours naturel, la loi entrera en vigueur un an après sa publication.

Nous espérons que le Parlement belge adoptera les principes de cette proposition.

Il s'agit du prestige de la maternité, de la joie, du bonheur, ainsi que du bien-être moral et matériel de la famille; l'avenir même du pays est en jeu.

Ce sera un titre d'honneur pour la législation ouvrière de la Belgique que d'avoir complété notre organisation d'assurance sociale par la protection et l'assurance légales de la maternité.

RÉNÉ DEBRUYNE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 DECEMBER 1925.

Wetsvoorstel

betreffende de zorg en verzekering der moederschap.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Moederschapszorg is meer dan ooit het voorwerp geworden van de algemeene belangstelling.

Het voorwerp van die zorg betreft niet alleen de familie, maar ook den Staat, ook de gansche gemeenschap. Immers, het gaat niet alleen om het stoffelijk en zedelijk welzijn der familie, maar ook om de toekomst van ons land.

Doch, waar het om de moederschapszorg gaat van degenen die als arbeider, nijverheids- of handelsbediende, of huiselijke bediende in dienst van anderen werkzaam zijn, is de moederschapszorg steeds onvolledig wanneer zij niet aangevuld wordt door de moederschapsverzekering. En de moederschapsverzekering, wil zij doeltreffend zijn, moet kunnen rekenen op breede toelagen van den Staat en van de openbare besturen, en de werkgevers moeten verplicht worden, door eene bijzondere heffing op de loonen die verzekering te voeden.

Dat zijn de leidende beginselen welke wij vooropzetten.

Wij ontkennen het geenszins, het vraagstuk der moederschapszorg en -verzekering hoort thuis bij het algemeen vraagstuk der volksverzekeringen, maakt er een belangrijk onderdeel van uit. Doch wij zien niet hoe het thans financieel mogelijk zou zijn, in den toestand van onzekerheid, dien wij thans beleven, eene breede oplossing te geven aan de groote vraag die gesteld is. En dat algeheele vraagstuk der volksverzekering wordt geenszins geschaad met eene afzonderlijke oplossing te geven aan een belangrijk en zeer onderscheiden onderdeel.

De groote belangstelling voor moeder en kind, getoond door den Nationalen Bond der Talrijke Gezinnen en door de Officieele Commissie voor Talrijke Gezinnen, heeft ons des te meer aangespoord om een wetsvoor-

stel neer te leggen, waarop alle opinies zich gemakkelijk zullen kunnen vereenigen.

Het wetsvoorstel, dat wij de eer hebben aan te bieden, bestaat uit twee duidelijk onderscheiden deelen : 1° de moederschapszorg ; 2° de moederschapsverzekering. Voor de vrouwen en moeders, die in nijverheid en handel worden gebezigd, is de wettelijke moederschapszorg verouderd en bepaald onvolledig. Alleen de wet van 13 December 1889 bevat daarover deze bepaling in artikel 5 : Vrouwen mogen niet tot den arbeid worden gebezigd binnen de vier weken volgende op hare bevalling.

Van gezondheidszorg tijdens de zwangerschap is geen sprake. De wet op het Dienstverdrag voor de Bedienden heeft de leemte grootendeels aangevuld voor de vrouwen, die als bedienden in handel en nijverheid worden gebezigd. Maar die wet handelt niet over de verzekering der moederschap. En daarom hebben wij gemeend, ook de vrouwelijke bedienden uit handel en nijverheid in dit wetsvoorstel te moeten begripen.

Voor de vrouwen, die in huiselijke diensten worden gebezigd, was tot nog toe niets in onze arbeidswetgeving voorzien, noch op gebied van moederschapszorg, noch op gebied van moederschapsverzekering.

Ons wetsvoorstel wil deze leemte aanvullen. Wat betreft de wettelijke moederschapszorg, hebben wij ons laten leiden door de besluiten der Internationale Arbeidsconventie van Washington (1919). Die besluiten werden immers aangenomen met de algemeene stemmen van al de Belgische afgevaardigden, zoowel deze van de Belgische Regeering als van de werkgevers en van de werklieden. Derhalve hebben zij eene zedelijk-bindende kracht voor de Belgische arbeidswetgeving.

De artikelen 1, 2, 3, 4 en 5 van ons voorstel zijn om zoo te zeggen woordelijk ontleend aan de Internationale Conventie voornoemd. Inderdaad, die Internationale Arbeidsconventie bevat de volgende besluiten betreffende de moederschapszorg :

» a). Het is de vrouw niet toegelaten haar werk te hervatten binnen de zes weken, volgend op hare bevalling ;

» b) De zwangere vrouw heeft het recht haar werk te verlaten, mits het voorbrengen van een geneeskundig getuigschrift, bevestigende dat hare bevalling waarschijnlijk binnen de eerstvolgende zes weken geschieden zal ;

» c) De vrouw heeft recht op eene vergoeding voor haar en haar kind, en op de kosteloze zorgen van geneesheer of vroedvrouw, voor den tijd dat zij van het werk zal afwezig blijven volgens de bepalingen A en B ;

» d). De vrouw, die haar kind zoogt, heeft recht op twee rustpoozen van eene halve uur om haar in de gelegenheid te stellen haar kind te voeden ;

» e) De vrouw mag door den werkgever niet afgedankt worden, ter oorzaak van ziekte of ongesteldheid, volgend uit zwangerschap of bevalling. »

Men zou kunnen aanmerken, dat eene verbeterde moederschapszorg kon verwezenlijkt worden in het kader van de bestaande arbeidswetgeving, o. a. door een voorstel tot wijziging der wet van 13 December 1889. Maar de besluiten van de Internationale Arbeidsconventie van Washington spreken

duidelijk, onder litt. C, van het recht der moeder op eene vergoeding voor haar en voor haar kind, van kosteloze zorgen van geneesheer of vroedvrouw, en dit voor den tijd dat zij zal moeten afwezig blijven van haar werk.

In onze Belgische opvattingen is dit zonder verzekering niet te verwezenlijken. Daarom zijn, ons erachtens, de twee onderdeelen (zorg en verzekering) niet te scheiden. Daarom ook hebben wij beide onderdeelen in ons wetsvoorstel willen begrijpen.

Ter illustratie van ons wetsvoorstel geven wij hier een *Beknopt overzicht van de wettelijke moederschapszorg en verzekering in den vreemde.*

De nijverheidskundige Staten treden, elk op hunne wijze, de noodwendigheid bij, het werk der vrouwen te regelen op het tijdstip hunner verlossing.

Gewoonlijk is men het eens om alle werk in de nijverheidsgestichten te verbieden vóór de verlossing; en sedert een tiental jaren is ook de gedachte ontstaan, terzelfder tijd de belangen der moeder te verzekeren gedurende die dagen van werkloosheid.

Hieronder volgt de samenvatting der wetgeving, die wordt toegepast in acht en twintig landen, waarvan vier Amerikaansche Staten en vier Engelse bezittingen volgens het onderzoek gedaan door het inrichtingscomité der Conferentie van Washington.

1. Frankrijk (wet van 30 Juli 1913, decreten van 26 December 1909 en 26 October 1912); Duitschland (art. 157, nijverheidswetboek); België (wetten van 13 December 1899 en 26 Mei 1914, vereenigd den 20^{en} Februari 1919); Brazilië (St-Pol 29 December 1917); Groot-Brittanië (wet van 1901 op de fabrieken); Denemarken (wet van 1913 op de fabrieken, na 1912 op de bakkerijen); Griekenland (wet van 1912, decreet van 14-17 Augustus 1915); Italië (wet van 1907, reglementen van 29 Maart 1908 en 14 Juni 1919); Japan (wet van 28 Maart 1911, reglement van 3 Augustus 1916); Nederland (wet van 1911, decreet van 14 Januari 1910); Noorwegen (wet van 1915); Polen (Oostenrijksch en Duitsch Wetboek); Portugal (decreten van 14 April 1891, wet van 1915); Roemenië (wet van 25 Januari 1912); Servië-Spanje (wetten van 1900 en van 1907); Zweden (wet van 1912 en van 1916); Zwitserland (wet van 1914); Tjecko-slovakische Republiek (Oostenrijksch nijverheidswetboek, art. 94; art. 6 der wet op de ziekteverzekering, gewijzigd in 1917).

2. Connecticut, Massachusetts, New-York, Vermont.

3. Nieuw-Zuid-Wales (wetten van 1912 op de fabrieken); West-Australië (wetten van 1904 en van 1911 op de fabrieken); Nieuw-Zeeland (1908); althans in voege zijnde schikkingen hebben ten doel: 1^o de gezondheid te beschermen van moeder en kind, met aan de arbeidster de noodige rust te verzekeren vóór en na de bevalling; 2^o de gezondheid van het kind te beschutten, nadat de moeder het werk zal hernemen hebben.

Opzichtens het eerste punt, heeft men in 't algemeen verboden dat de arbeidsters zouden werkstellig zijn een bepaalden tijd vóór, en soms na hun verlossing; en verscheidene landen hebben daarenboven eene verzekering of eene moeder-vergoedstelling ingevoerd, welke aan de vrouw een geldelijken

onderstand toekent gedurende den gedwongen stakingstijd. Sommige wetten hebben een strekking om te beletten dat de moeder naar luid van haar contract met boete kunne gestraft worden om, zonder voorafgaand bericht, het werk te hebben verlaten kort vóór haar verlossing en om haar de mogelijkheid te waarborgen, zoo zij het verlangt, haar werk te hervatten, na dien uitsluitingstijd.

Wat het tweede doel betreft, sommige landen hebben gepoogd de gezondheid van het kind te beschermen na der moeders terugkeer aan den arbeid, met den wetgever te verplichten haar in de mogelijkheid te stellen haren zuigeling te voeden.

Beperking van den arbeid der moeder vóór en na de bevalling (verlossing).

In deze zaak gaat de Spaansche wet het verst, aangezien zij alle handwerk omvat. Zij strekt zich zelf verder uit dan de Belgische wet, die toepasselijk is op de mijnen, de handelsinrichtingen, de kosthuizen en de kantoren der nijverheids- en handelsgestichten, de vervoerdiensten zoowel als op de fabrieken en werkhuizen. Hierna komen de Grieksche wet, wier schikkingen nagenoeg dezelfde zijn als die der Belgische wet, maar die geen gewag maakt van de kantoren der handelswerkhuizen en inrichtingen, en een lange reeks wetten toepasselijk op de handels- en nijverheidsinrichtingen en instellingen. Onder deze laatste komen de Fransche wetgeving (wet van 1913 en bijzonder decreet daarenboven verbiedend welkdanig last te doen dragen, sleepen of stooten na de verlossing); en de wetten der Staten van Connecticut, New-York, Massachusetts en Vermont. Vervolgens de Argentijnsche Republiek, Groot-Brittannië, Brazilië, Nederland, Portugal (waar de mijnen en dokken bijzonder vermeld zijn), Nieuw-Zeeland, waar de reglementen worden toegepast op al de fabrieken en werkhuizen, maar niet op de handelsinstellingen noch op de andere ondernemingen. Zekere Staten hebben, alleen het werkliedengetal in acht nemend, al de kleine werkhuizen uitgesloten. Aldus in Zuid-Afrika (uitsluiting der werkhuizen van min dan 3 personen); in Nieuw-Zuid-Walles (min dan 4 personen); in Noorwegen (min dan 5); Italië, Denemarken en West-Australië (min dan 6); Zweden (werkhuizen min dan 3 paardenkracht en min dan 5 personen gebruikend, en werkhuizen met min dan 10 personen); Duitschland (min dan 10 personen); Japan (min dan 16, tenware voor werk van gevaarlijken aard). In Zwitserland sluit de Bondswet de kleine werkhuizen uit, zonder nochtans een goed bepaalde beperkingslijn vast te stellen. In de Oostenrijksche Republiek, in Tjecko-Slovakije en in sommige Poolsche provinciën, sluit het oude nijverheidswetboek de kleine ambachten uit, zonder nochtans juist te bepalen wat die term beduidt.

Duur van het werkverbod na de verlossing.

De duur van het werkverbod verschilt van vier tot acht weken (waarvan zes na de verlossing in Duitschland en in een deel van Polen) en gaat zelfs tot twaalf weken in Zuid-Afrika (wet van 1918), waarvan acht weken na de

verlossing. In eenige landen mag men den duur van het werkverbod inkorten, op vertoon van een geneeskundig getuigschrift verklarend dat de vrouw in staat is het werk te hernemen. In Zwitserland mag, op aanvraag der vrouw zelve, de duur van zes op acht weken gebracht worden.

Op 29 afgekondigde wetten in genoemde landen, zijn er 14 die een rust van dertig dagen of min voorschrijven, en 13 die een rust voorschrijven van vijf weken of meer. De Japaneesche wet, die, over 't algemeen vijf weken voorschrijft, laat toe de rust op drie weken te brengen, mits bewijschrift van den geneesheer. In dezelfde voorwaarden mag de tijd van zes op vier weken gebracht worden in Spanje. In Zweden (zes weken) mag de vrouw het werk hernemen zoodra zij hersteld is. De Italiaansche en Deensche wetten staan den kortsten tijd toe : de eerste legt, in grondbeginselen rust van vier weken op, maar laat toe dat de moeder het werk herneme drie weken na de verlossing, mits vertoon van een geneeskundig getuigschrift (1); volgens de tweede niettegenstaande in grondbeginsel vier weken rust worden voorgeschreven, mag de arbeidster het werk hervatten zoohaast de geneesheer het toelaat.

Er is een strekking tot verlenging van het werkverbod. Zoo heeft men in Spanje de bepaling van drie op zes weken na de verlossing gebracht ; in Duitschland (1908) van vier op acht weken. In Holland heeft een wet den rusttijd gebracht van vier op acht weken, waarvan zes na de verlossing. Eenige der wetten, die den rusttijd beperken op vier weken of op ééne maand, zijn reeds oud. De Belgische wet dagteekent van 1889, de Portugeesche van 1891, de Britsche van 1891 (2). De meeste wetten, die een langer rusttijd bepalen, zijn betrekkelijk nieuw : Zweden en Griekenland (1912); Zwitserland (1914); Noorwegen (1915); Japan (1916).

Een enkele wet maakt hieraan uitzondering. Een oude Zwitsersche wet van 1877 is verder gegaan dan de laatste wijzigingswet, in dezer voege dat zij een rust voorschrijft van drie weken vóór en zes weken na de verlossing.

Het verbod te werken voor de verlossing werd geschorst omdat het zeer dikwijls gebeurt dat de vrouw niet het juiste tijdstip harer verlossing kan voorzien, dat zij niet gaarne haar werk verlaat en haar loon verliest, en dat zij, buiten het werkhuis, soms lastiger arbeid verricht dan gewoonlijk.

Recht tot rust vóór de verlossing en tot werkherneming na verloop van den gedwongen rusttijd.

Eenige wetten hebben gepoogd den toestand der arbeidsters te verzekeren, terzelfdertijd als moeder en als arbeidster, met haar het recht toe te kennen het werk te verlaten eenigen tijd vóór de verlossing, op vertoon van een geneeskundig getuigschrift, of zelfs zonder voorafgaand bericht, en nadien de werkherneming te mogen eischen.

Spanje, Noorwegen, Zweden, Frankrijk kennen uitdrukkelijk aan de

(1) Het werk is verboden gedurende ééne maand vóór en ééne maand na de verlossing in sommige zuiveringswerken (mondatura) in de rijstvelden.

(2) Die wet werd niet gewijzigd door de wet van 1901.

zwangere vrouw het recht toe haar werk te verlaten, zonder gebruikelijk bericht : Spanje gedurende de achtste maand, Noorwegen gedurende de twee laatste weken. In Zwitserland mag een zwangere vrouw naar goeddunken het werk verlaten en ze mag daarvoor niet afgedankt worden. In Spanje, in Frankrijk, in Griekenland, in Noorwegen, in Roemenië zegt de wet uitdrukkelijk dat de vrouw haar werk in het werkhuis behoudt. In Zwitserland mag de arbeidster niet weggezonden worden, tijdens haar afwezigheid om reden harer verlossing; evenmin mag haar werkecontract verlopen gedurende die afwezigheid.

Middelen, aan de vrouwen gegeven om hun zuigeling te voeden.

In Argentinië, in Frankrijk, in Italië, in Noorwegen, Spanje en Zweden mag de moeder haren zuigeling voeden gedurende de werkuren. Een wetsontwerp, in Nederland op dezen oogenblik aan het Parlementsonderzoek onderworpen, behelst eene dergelijke schikking. In Denemarken moet een bijzonder lokaal ter beschikking gesteld worden van de moeders, die hun kind voeden, in alle werkhuizen van meer dan 25 arbeidsters; doch de wet schijnt aan de vrouwen van kleinere werkhuizen den tijd niet toe te staan om hun zuigeling te voeden. In Italië moet een lokaal ten dienste staan der moeders in de fabrieken van minstens 50 arbeidsters. In Portugal heerscht eenzelfde gebruik, maar de kribbe moet niet in het werkhuis gelegen zijn. Daarentegen mogen verscheiden werkgestichten een gemeenschappelijke kribbe inrichten, op voorwaarde dat zij niet meer dan 300 meter van ieder van hun gelegen zij. In Frankrijk kunnen de groote werkhuizen, waar meer dan 100 vrouwen boven de 15 jaar werkstellig zijn, verplicht worden een kribbe op te richten.

Verzekering of vergoeding bij geval van verplichte afwezigheid op het tijdstip der verlossing.

Van de acht en twintig gemelde landen zijn er twaalf die onderstand verleen en of toelage gedurende den verplichten rusttijd op tijdstip der verlossing. In zekere gevallen is die onderstand in rechtstreeksche overeenkomst met wet- telijk verbod; in andere, hebben ze niet het minste betrek hiermede. In zeven landen maakt de toegekende onderstand deel uit van den onderstand door de ziekteverzekering uitbetaald. In Italië bestaat een bijzondere kas voor moederverzekering, en in Frankrijk ontvangen de vrouwen een bijzonder vergoeding voor moederschap zonder een verzekeringspremie te moeten betalen. Die onderstand wordt genomen uit de openbare gelden en door de plaatselijke overheid uitbetaald. In Zuid-Afrika kan de arbeidster, die van haar loon moet leven, op verklaring van den toezichter gedurende twaalf weken een vergoeding trekken, genomen op de credieten die door het Par- lement werden gestemd. De Deensche wet schijnt te onderstellen dat de hulpbehoevende arbeidsters desgevallend door den Staat zullen on- dersteund worden aangezien zij uitdrukkelijk zegt dat die onderstand niet dengenen

vervangt, die door de armeninstelling gegeven wordt. In Noorwegen ontvangen de behoeftige vrouwen vergoedingen die verschillen van 15 tot 45 kroonen per maand, som waarvan wordt afgetrokken de onderstand der ziekteverzekering. Die vergoedingen worden uitbetaald door de gemeentekas zes weken vóór de verlossing en zes weken er na, op voorwaarde dat het kind met de borst gevoed worde. In Zwitserland valt de ziekteverzekering ten laste der Kantons. De Bondswet zegt enkel dat de ziekenkassen onderstand moeten verleenen bij kindergeboorte als bij ziekte. In Tsjeko-Slovakije, in Duitschland, in Roemenië en in Noorwegen is het bedrag der moederverzekering hetzelfde als de ziektevergoeding (meestal 50 tot 60 t. h. van het loon). In Brittannië (Groot) stort de huwelijksverzekering, wanneer de man verzekerd is, een moederschapspremie van 30 schellingen bij de wekelijksche ziektenonderstand, gedurende vier weken na de verlossing. Is de man niet verzekerd, dan trekt de vrouw van haar eigen verzekering een dubbele moedervergoeding (dus te zamen 5 pond). De Engelsche verzekering wordt ineens betaald en is niet bepaald tot de vrouwen die in de nijverheid werkstellig zijn; zij heeft ook een rechtstreeksche betrekking met het verbod, de moeders in te nijverheid te gebruiken na de verlossing. Gewoonlijk is de volgende voorwaarde gesteld: de vrouw, die het geld ontvangt, moet zich onthouden van werken vier weken na de verlossing.

In Holland moet men het totaal van het loon uitbetalen gedurende den ganschen duur van de werkonbekwaamheid vóór en na de verlossing, in plaats van 70 t. h. van het gemiddeld loon, (per klasse gerekend), gewoonlijk als vergoeding voor ziekte betaald. Een onlangs in Polen gegeven decreet schrijft, onder voorbehoud der goedkeuring van het Parlement, insgelijks uitbetaling van het volledige loon voor.

Hier moet aangestipt worden de Australische wet op de moedervergoedingen van 1912 (alhoewel geen betrekking hebbende met de werkaangelegenheden), die een premie toekent van 5 pond sterling aan iedere Australische vrouw die een kind ter wereld brengt.

In sommige landen bestaat de moedervergoeding in eene som geld, waarbij kosteloze geneeskundige zorg en kosteloze hulp eener baker. De vrouw heeft geen recht op kosteloze hulp van baker of geneesheer in Groot-Brittannië, Italië, Holland. Nochtans heeft in Groot-Brittannië de arbeidster, onbekwaam te werken gedurende haar zwangerschap, recht op ziektenonderstand en geneeskundige hulp, zooals bij alle andere ziekte. De Britsche arbeidster heeft ook recht op de voordeelen van verschillende instellingen, door de plaatselijke overheden in stand gebracht met het doel de vrouwen raad, voedsel en zorg te verleenen gedurende hun zwangerschap en bij hun verlossing. Die instellingen worden ondersteund en uitgebreid door het onlangs ingevoerde Ministerie van Gezondheidsdienst. In België moet een bijzonder geneeskundige dienst, die voor zending heeft den gezondheidstoestand in de nijverheidsgestichten te verzekeren, zich vooral bezighouden met den toestand der arbeidsters-moeders en hun kinderen. De verzekeringswetten der andere landen geven kosteloos de verzorging van baker of van geneesheer, terzelfdertijd als geldelijken onderstand.

In Amerika beveelt het Bureau der Kindschheid van het Ministerie van Arbeid aan, de aanneming van een programma van federale tusschenkomst in de verschillende Staten, ten einde het werk van bescherming der moeders en jonge kinderen te steunen. Die bescherming zal hierin bestaan, dat aan de moeder, vóór, bij en na de bevalling de noodige geneeskundige zorgen zullen verleend worden en dat zullen aangeduid worden de instellingen, waar de kinderen zullen onderzocht worden. Een wetsontwerp, op dat programma gesteund, zal aan het Congres voorgelegd worden bij de volgende zitting.

Een der bijzondere hinderpalen, welke de toepassing van het werkverbod ontmoet, is de moeilijkheid derzelve waarneming te verzekeren.

In de meeste gevallen zijn patroon of toezichtsters onwetend nopens de geboorte of den datum; en de wetten voorzien in 't algemeen dat de patroon dan slechts vervolgd zal worden, wanneer hij wetens en willens eene vrouw heeft doen werken gedurende den rusttijd.

In één land, in Zwitserland, bepaald de wet dat de openbare bediende, belast met de geboorte aangiften, aan den patroon een uittreksel zal overhandigen van de geboorteakte van het kind der arbeidster die hij gebruikt. Holland gaat heel anders te werk. Iedere getrouwde vrouw, die eene bezigheid aanvangt die onder de wet valt, moet een werkboekje ontvangen van de plaatselijke overheid, die de lijst opmaakt van de afgeleverde boekjes. Op dat boekje moet melding gemaakt worden van iedere bevalling met handteekening der overheid.

Het boekje blijft in handen van den werkgever die het teruggeeft aan de werkster, als deze haren dienst verlaat. Iedere toezichter, die eene overtreding van de wet vreest, mag vereischen dat de werksters van een instelling een dubbel van het boekje op hun dragen.

In Engeland hebben twee Commissiën onlangs het vraagstuk onderzocht van den arbeid der vrouwen vóór en na de bevalling. Zij besluiten in grondbeginsel dat het is aan bevoegde personen, de zorg van een bijgevoegd onderzoek toe te vertrouwen.

*
* * *

Volgende inlichtingen zijn van jongeren datum.

SPANJE.

Ontwerp van decreet voorgedragen in den Ministerraad door den Minister van Arbeid, Koophandel, Nijverheid, den 20^{en} Augustus 1923, tot wijziging van de wet op den vrouwen- en kinderarbeid en tot voorloopige regeling van tegemoetkomingen aan bevallen vrouwen in afwachting dat eene verplichte verzekeringskas voor moederschap wordt opgericht. — Inwerking-treding d.d. 15 October 1923.

Voornaamste artikelen :

- a) Verplichte rust gedurende zes weken na de bevalling;

b) Recht het werk zes weken te voren te schorsen op vertoon van een geneeskundig getuigschrift ;

c) De werkgelegenheid dient te worden voorbehouden gedurende het verleend verlof — maximum 20 weken ;

d) Rust voor het zogen : een uur per dag, verdeelbaar in twee rustpoozen van eene halve uur, buiten de gewone rustpoozen. Deze rustpoozen worden nooit van den arbeidsduur afgehouden ;

e) Gedurende al den tijd dat de vrouwen ontslagen zijn van den arbeid, hebben zij recht op : 1° kosteloozen bijstand van geneesheer of vroedvrouw ; 2° eene dagelijksche vergoeding.

Staatstoelagen verstrekt door middel van inrichtingen zooals : de mutualiteiten voor moederzorg of de maatschappijen van onderlingen bijstand of de Bergen van Barmhartigheid.

Hebben recht op deze toelagen :

Al de arbeidsters die aan de volgende vereischten voldoen :

1° Aangesloten zijn bij eene verplichte lijfrentekas voor werklieden ;

2° Het nieuw-geboren kind niet verlaten ;

3° Gedurende twee weken afzien van alle werk (F. B. October 1923).

JAPAN.

Wet door het Parlement goedgekeurd tijdens den zittijd van 27 December 1922 tot 27 Maart 1923 (Fabriekwet) : huldigt het beginsel der wet op de verzekering tegen ziekte van 22 April 1922, op de verzekering der vrouw vóór en na de bevalling (I. F. 8 Juni 1923).

Bescherming der onderwijzeressen vóór en na de bevalling.

Besluit van den Minister van Openbaar Onderwijs d.d. 16 September 1922 :

1° Vóór de bevalling, twee weken rust die moet verlengd worden op vertoon van een geneeskundig getuigschrift ;

2° Na de bevalling, zes weken rust ;

3° De onderwijzeressen der scholen genieten dezelfde rechten (I. S. 29 December 1922).

ITALIË.

Wetsontwerp door de Regeering ingediend betreffende de hervorming der moederschapsverzekering goedgekeurd door de Kamer der Afgevaardigden d. d. Februari 1923 :

1° Verhooging der vergoeding aan de bevallen vrouw, van 40 tot 100 lira ;

2° De jaarlijksche bijdrage van de arbeidster vereischt wordt gebracht van 1 op 3 lira.

3° De bijdrage, door den werkgever verschuldigd, wordt van 1 lira 25 op 4 lira gebracht.

4° Staatstegemoetkoming bij bevalling of misval gebracht van 12 op 18 lira.

De aandacht werd, tijdens de bespreking, gevestigd op den vrouwenarbeid vóór en na de bevalling.

De vrouw heeft het recht, den arbeid te schorsen zes weken vóór de beval-
ling en bovendien vergoeding te krijgen. (I. S. 2 Maart 1923.)

CHILI.

Ontwerp van de arbeidswelgèving of van de sociale voorzorg voorgedragen op
het Congres door den heer M. A. Alessandini, Voorzitter der Republiek (jaar 1921,
Bijzonder Arbeidsbulletijn van Chili).

Vrouwenarbeid.

De zwangere vrouwen hebben recht op zes weken rust vóór en na de
bevalling.

De fabrieken die meer dan twintig vrouwen aan het werk zetten : zuigelingen-
kamers voor de kinderen beneden een jaar,

De arbeidsters hebben recht op een uur rust per dag voor het zogen (I. S.
14/622),

De wet werd pas ingevoerd.

Elke inrichting, die meer dan 50 arbeidsters boven achttien jaar bezigt, moet
over eene zoogkamer beschikken.

De tijd, aan het zogen gewijd, wordt buiten den gewonen rusttijd gerekend en
kan geene vermindering van loon voor gevolg hebben. (I. B. October 1923.)

De moederschapszorg in België.

Het wetsvoorstel, neergelegd bij het Belgisch Parlement naar de besluiten
der Interparlementaire Commissie voor Sociale Verzekeringen, bevat de
volgende bepalingen betreffende de Moederschapsverzekering :

Moederschapsverzekering.

ART. 80. — De moederverzekering heeft ten doel, de storting te waar-
borgen : a) van eene vergoeding van 300 frank aan de vrouw van iederen
verzekerde in geval van kraambed, mits men bewijst dat zij gedurende ten
minste dertig dagen werkloos is gebleven ;

b) van eene vergoeding van 500 frank aan elke verplichtend verzekerde
vrouw die gedurende tien weken werkloos blijft.

ART. 81. — Er wordt eene Nationale Verzekeringskas voor kraamvrou-
wen opgericht. Deze kas geniet de rechtspersoonlijkheid en wordt gehecht
aan de Nationale Invaliditeitskas. De Beheerraad dezer kas neemt het
beheer er van waar.

ART. 82. — De Verzekeringskas voor kraamvrouwen wordt gespijsd :

1^o Door eene eenvormige bijdrage van fr. 3.60 per verzekerde en per
jaar, geïnd door tusschenkomst van de mutualiteiten of de gewestelijke
inrichtingen ;

2^o Door eene toelage van een gelijk bedrag ten laste, bij gelijke deelen,
van den Staat en van de provincie waar de mutualiteit is gevestigd, bij
dewelke de verzekerde is aangesloten.

De vergoeding wegens kraambed wordt uitbetaald door tusschenkomst

van de mutualiteit of de gewestelijke inrichting, waarbij de verzekerde is aangesloten.

* * *

Naar onze opvatting moet de moederschapsverzekering algemeen worden gemaakt. En opdat ze algemeen worde, moet ze wettelijk verplichtend zijn.

De verplichte verzekering zou echter alleen toepasselijk zijn wanneer het globaal inkomen der familie niet 12,000 frank per jaar overtreft. Doch het spreekt vanzelf, dat verzekering steeds aanbevelingswaardig is, ook wanneer het inkomen 12,000 frank per jaar te boven gaat. En waar van de vrije verzekering zou worden gebruik gemaakt, moeten dezelfde voordeelen worden toegekend, die aan de verplichte verzekering zijn verbonden.

Het is overigens verheugend, te mogen vaststellen dat de vrije verzekering in de laatste jaren zulke machtige uitbreiding heeft genomen, zoodat de verplichting zeer gemakkelijk zal worden aanvaard.

Wij maken de verplichte verzekering (zie art. 6) slechts toepasselijk op de vrouwen, die als arbeidster, bediende of huiselijke bediende, voor rekening van anderen op bestendige wijze werken. Voor haar is immers aan zwangerschap en bevalling loonverlies verbonden. Dat loonverlies moet worden vergoed in verhouding tot 75 t. h., waarvan 50 t. h. door Staatstoelagen moet worden gedekt. Zie daarover art. 10.

Maar de voordeelen der moederschapsverzekering wenschen wij tevens uitgebreid te zien tot de echtgenoten van mannen, die in nijverheid, handel of huiselijke diensten voor rekening van bijzonderen werken. Voor deze hebben wij echter niet besloten tot verplichte verzekering. Wij meenen dat het verhoogd zedelijk bewustzijn en de groote stuwkracht der veredelende zelfhulp wel tot de algeheele verzekering zullen leiden, zonder wettelijken dwang te moeten inroepen. Doch het weze wel gezegd, dat wij wettelijken dwang in zake sociale verzekeringen geenszins als onzedelijk beschouwen. Wel integendeel.

Waar de zwangere vrouw of de bevallen moeder met de huishouding van een arbeidersgezin is gelast, wordt wel niet een loonverlies ondergaan, maar zwangerschap en bevalling plaatsen de familie steeds voor zeer zware uitgaven. En waar die uitgaven niet onder behoorlijke dekking staan door verzekering, zijn het vooral de moeder en het kind die er eerst en ergst in de noodige verzorging door getroffen worden.

De vrije verzekering, aangemoedigd door de toelagen van Staat en bestuurlijke machten, heeft overigens grootendeels den weg gebaad op het gebied der moederschapsverzekering. Wettelijke regeling zal nu komen aanvullen wat aan stoffelijke hulp tekort schoot.

Athoewel de verzekeringsverplichtingen, welke door het wetsvoorstel aan de moederschapsverzekeringen worden gesteld, betrekkelijk zeer zwaar schijnen, hebben wij niettemin de innige overtuiging dat zij gemakkelijk zullen kunnen worden verwezenlijkt. Immers, ook onder dit opzicht is van het bijzonder initiatief reeds heel wat stuwkracht uitgegaan, heel wat pionierswerk verricht.

Het is van algemeene bekendheid, dat bij de industrieelen, vooral bij degene die de grootnijverheid vertegenwoordigen, groote belangstelling is gekomen voor den familietoeslag. Wij bespreken hier niet de bijzondere opvattingen, welke de industrieelen er op het gebied van den familietoeslag op nahouden, noch over de reglementsbepalingen waaraan zij het verleen van familietoeslag door compensatiekassen willen onderworpen zien. Maar verheugend is het, te mogen vaststellen dat bij de stichting van de Compensatiekassen en het verleen van familietoeslag de moederschapszorg volstrekt niet is vergeten. Hulp bij geboorte wordt niet alleen gegeven wanneer de bevallen moeder zelf tot het personeel der nijverheidsonderneming behoort, maar ook wanneer zij de echtgenoot-huishoudster is van een man die in de nijverheidsonderneming werkzaam is. Aldus beaamt en veralgemeent ons wetsvoorstel voor de toekomst hetgeen de industrieelen langs den weg van het particulier initiatief voorhouden, maar langs daar nooit volledig en bevredigend zouden kunnen oplossen.

Onder dit opzicht is zeer leerzaam het verslag van M. Paul Goldschmidt, voorgedragen op de laatste algemeene vergadering (14 November 1923) van den Nationalen Bond der Talrijke Gezinnen. Ik laat hier de voornaamste inlichtingen beknopt volgen :

De « Caisse de Compensation pour Allocations familiales et Assurances sociales de l'arrondissement de Verviers » verleent voor de eerste geboorte 160 frank ; voor de volgende geboorten, 120 frank ; beperkend bedrag, 900 frank ;

« Caisse de Compensation pour Allocations familiales de la Fédération des Fonderies de Zinc, Plomb, Cuivre et Nickel » : Eerste geboorte, 150 frank ; tweede geboorte, 200 frank ; derde en volgende geboorten, 250 frank ;

« Caisse de Compensation pour Allocations familiales de la Chambre de Commerce de Renaix » : 100 frank per geboorte ;

« Caisse de Compensation pour Allocations familiales de la région Liégeoise » : Eerste geboorte, 250 frank ; volgende geboorten, 150 frank ;

« Caisse de Compensation pour Allocations familiales du Brabant » : Eerste geboorte, 250 frank ; verdere geboorten, 150 frank.

« Caisse de Compensation pour allocations familiales de la région de Charleroi et de la Basse Sambre » : Eerste kind 250 frank ; verdere geboorten, 150 frank. Uit die opgave valt te besluiten dat een aantal werkgevers uit de groot-industrie, uit eigen beweging, de zedelijke sociale verplichting hebben erkend, hulp te verleen bij geboorte. Het bestaan van die Compensatiekassen zal des te gemakkelijker den maatstaf laten berekenen der patronale tussenkomst bij geboorten, wanneer de moederschapsverzekering wettelijk zal zijn gerege'd, en derhalve al de werkgevers, groote en kleine, wettelijk zullen verplicht zijn hulpelden te verleen, om te verwezenlijken wat in artikel 8 van ons voorstel wordt voorgehouden. Mogelijk zal de maatstaf van berekening naar de betaalde loonen, door ons aangegeven in artikel 13 van ons voorstel, kunnen worden verlaagd. Geen twijfel of de wettelijke moederschapsverzekering zal meteen de veralgemeening der Compensatiekassen voor familietoeslag uitlokken.

Nijverheid en handel hebben overigens het grootste belang bij de normale ontwikkeling der familie, en het kan niet ernstig worden beweerd, dat zij niet

een deel der lasten van eene ernstige en algemeene moederschapsverzekering zouden kunnen dragen.

Wij houden althans voor, dat de Staat de voordeelen der moederschapsverzekering moet waarborgen en naar bepaalde verordeningen regelen, maar dat de Staat de hulpmiddelen moet zoeken waar zij gemakkelijkst zijn te dragen. De verzekerden zelf zullen voor haar aandeel nog aanzienlijke offers moeten brengen om de moederschapsverzekering in de gelegenheid te stellen al hare zedelijke en stoffelijke verplichtingen te vervullen.

Daar de bestaande mutualiteiten nu reeds, al zij het op onvoldoende wijze, moederschapszorg en -verzekering hebben voorzien, zullen wellicht niet zooveel afzonderlijke moederschapsverzekeringen worden gesticht. Waar zij toch worden gesticht, zullen zij, evenals de mutualiteitsinstellingen, de wettelijke erkenning moeten vragen. Het verleenen der wettelijke erkenning wordt opgedragen aan den Dienst voor Sociale Verzekeringen en Voorzorg, gehecht aan het Ministerie van Nijverheid en Arbeid. (Zie art. 9.)

Op gebruikelijke wijze verzekert het wetsvoorstel wederkeerigheid aan de vrouwen van vreemde nationaliteit. (Art. 12).

De overtredingen, in zooverre zij de eigenlijke gezondheidszorg betreffen (art. 4 tot 5), vallen onder de toepassing der strafbepalingen van de wet d. d. 13 December 1918.

De overtredingen in zake moederschapsverzekering zullen beteugeld worden naar de strafbepalingen die toepasselijk zijn op de andere sociale verzekeringswetten.

En gansch natuurlijk zal de wet in toepassing komen één jaar na hare bekendmaking.

Wij hopen dat het Belgisch Parlement zijne instemming zal willen betuigen aan het voorwerp van dit wetsvoorstel.

Het geheel geldt het eereherstel der moederschap, de vreugde, de zedelijke en stoffelijke welvaart van het gezin, de toekomst der Natie.

De arbeidswetgeving van België zal zichzelf eeren door ons maatschappelijk verzekeringswezen te volledigen door de wettelijke bescherming en verzekering der moederschap.

RENÉ DEBRUYNE.



WETSVOORSTEL

betreffende de zorg en verzekering
van het moederschap.

ART. 1.

Alle vrouwen, die op bestendige wijze arbeiden voor bijzonderen, hetzij als arbeidster, bediende of huisbediende, moeten den arbeid schorsen gedurende de zes weken volgende op de bevalling.

ART. 2.

De zwangere vrouw mag haar werk of bediening schorsen op vertoon van een geneeskundig getuigschrift, bevestigend dat de bevalling waarschijnlijk zal plaats hebben binnen de zes weken.

ART. 3.

De werkgever mag de vrouw niet afdanken voor redens van afwezigheid, die slechts eene schorsing van het arbeidsverdrag beteekent en gewettigd is uit hoofde van de artikelen 1 en 2 dezer wet, of voor reden van ziekte die drie maanden niet overschrijdt en die het gevolg is der bevalling.

ART. 4.

De moeder, die haar kind zoogt, heeft recht op twee rustpoozen per dag, ieder van eene halve uur, indien de arbeidsvoorwaarden haar niet toelaten op andere en normale wijze haar kind te zoogen.

PROPOSITION DE LOI

concernant la protection et l'assurance
maternelles.

ARTICLE PREMIER.

Toute femme travaillant habituellement pour des particuliers comme ouvrière, employée ou domestique est tenue d'interrompre son travail pendant les six semaines qui suivent l'accouchement.

ART. 2.

La femme enceinte peut interrompre son travail ou son emploi moyennant production d'un certificat médical attestant que l'accouchement aura lieu probablement dans les six semaines.

ART. 3.

L'employeur ne peut congédier la femme du chef d'absence ne constituant qu'une suspension du contrat de travail et justifiée par les articles 1 et 2 de la présente loi ou pour raison de maladie ne dépassant pas trois mois et résultant de l'accouchement.

ART. 4.

La mère-nourrice jouit, pour allaiter son enfant, de deux repos quotidiens d'une demi-heure chacun, si les conditions de travail ne lui permettent pas de le faire autrement et normalement.

ART. 5.

De Koning mag de inrichting van een zuigelingenkamer voorschrijven in al de ondernemingen, waar minstens 150 vrouwen van meer dan 18 jaar werkzaam zijn.

ART. 6.

Al de gehuwde vrouwen, die op bestendige wijze gebezigd worden door bijzonderen, hetzij als arbeidster, bediende of huisbediende, uitgezonderd de weduwen en de vrouwen boven 50 jaar, moeten zich persoonlijk, of door bemiddeling van haar echtgenoot, aansluiten bij eene wettelijk erkende moederschapsverzekering, wanneer het globaal inkomen der familie 12,000 frank per jaar niet overschrijdt.

ART. 7.

Al de gehuwde vrouwen, aangesloten bij eene wettelijk erkende moederschapsverzekering, wier echtgenoot op bestendige wijze gebezigd wordt door bijzonderen als werkmán, bediende of huisbediende, kunnen dezelfde Staatstoelagen genieten, voorzien in artikel 10 dezer wet, wanneer het globaal inkomen der familie niet 12,000 frank per jaar te boven gaat.

ART. 8.

De moederschapsverzekering, gehecht aan eene wettelijk erkende mutualiteit, is gemachtigd de toelagen te ontvangen van den Staat en van de openbare besturen, op voorwaarde dat zij aan hare leden verzekert :

1^o den kosteloozen vroeddienst of eene evenwaardige vergoeding ;

ART. 5.

Le Roi peut prescrire la création d'une garderie de nourrissons dans toutes les entreprises employant au moins 150 femmes âgées de plus de 18 ans.

ART. 6.

Toutes les femmes mariées, à l'exception des veuves et des femmes âgées de plus de 50 ans, qui travaillent habituellement pour des particuliers comme ouvrières, employées ou domestiques, sont tenues de s'affilier personnellement ou par l'intermédiaire de leur mari à une caisse d'assurance maternelle légalement reconnue, si le revenu global de la famille ne dépasse pas 12,000 francs par an.

ART. 7.

Toutes les femmes mariées affiliées à une caisse d'assurance maternelle légalement reconnue et dont le mari travaille habituellement pour des particuliers comme ouvrier, employé ou domestique, peuvent bénéficier des subsides de l'État prévus à l'article 10 de la présente loi, si le revenu global de la famille ne dépasse pas 12,000 francs par an.

ART. 8.

La caisse d'assurance maternelle, affiliée à une mutualité légalement reconnue, est autorisée à recevoir les subsides de l'État et des pouvoirs publics, à condition d'assurer à ses membres :

1^o le service d'accouchement gratuit ou une indemnité équivalente ;

2° eene bijkomende vergoeding van minstens 250 frank per geboorte.

Zij moet daarenboven :

A) aan de arbeidsters en vrouwelijke huishoudenden eene vergoeding verzekeren van minstens 75 t. h. voor het loonverlies, veroorzaakt door de wettelijke onderbreking en voorzien in artikel 4 dezer wet. Het loonverlies zal berekend worden naar het loon, dat tijdens de laatste tien maanden gemiddeld werd verdiend;

B) Gelegenheid bieden aan de aangesloten huishoudsters, naar de bepalingen van artikel 7 dezer wet, zich eene vergoeding te verzekeren voor de werkonbekwaamheid en de daaraan verbonden uitgaven, die het gevolg zijn van de bevalling.

ART. 9.

Om de wettelijke erkenning te bekomen, moet de moederschapsverzekering, wanneer zij ingericht wordt buiten eene wettelijk erkende mutualiteit, hare standregelen ter goedkeuring inzenden aan het Ambt der Sociale Verzekeringen, gehecht aan het Ministerie van Nijverheid en Arbeid.

ART. 10.

De Staatstoelagen aan de wettelijk erkende moederschapsverzekeringen bedragen per geboorte voor de verzekerden, naar de artikelen 6 en 7 dezer wet, 200 frank voor de bijkomende vergoeding, méér eene vergoeding van 50 t. h. voor het geleden loonverlies of werkonbekwaamheid, naar de bepalingen van artikel 8 dezer wet. De vergoeding voor loonverlies of

2° une indemnité supplémentaire de 250 francs au moins à chaque naissance d'enfant.

Elle doit en outre :

A) assurer aux ouvrières et domestiques du sexe féminin l'indemnisation d'au moins 75 p. c. du salaire perdu du chef de l'interruption légale prévue par l'article 4 de la présente loi. La perte de salaire sera calculée d'après la moyenne du salaire de l'intéressée pendant les dix derniers mois de travail;

B) permettre aux ménagères affiliées de s'assurer, dans les conditions de l'article 7 de la présente loi, une indemnité pour l'incapacité de travail et pour les dépenses y afférentes, qui sont le résultat de l'accouchement.

ART. 9.

Les caisses d'assurance maternelle, créées en dehors d'une mutualité légalement reconnue, doivent, pour obtenir la reconnaissance légale, envoyer leurs statuts aux fins d'approbation à l'Office des assurances sociales, institué au Ministère de l'Industrie et du Travail.

ART. 10.

Les subventions de l'État aux caisses d'assurance maternelle légalement reconnues comportent, à chaque naissance d'enfant, en faveur des femmes affiliées, conformément aux articles 6 et 7 de la présente loi, 200 fr. à titre d'indemnité supplémentaire, et, en outre, une indemnité de 50 p. c. pour perte de salaire ou pour incapacité de travail, en vertu

onbekwaamheid tot werken zal de 4 frank per dag niet overtreffen.

ART. 11.

Dezelfde Staatstusschenkomst wordt verleend voor bevalling van een doodgeboren kind, of voor eene vroegtijdige bevalling na minstens zeven maanden zwangerschap, op voorwaarde dat een geneeskundig getuigschrift bevestige, dat de dood of vroegtijdige geboorte niet aan de ouders ten laste kan worden gelegd.

ART. 12.

Dezelfde Staatstusschenkomst wordt nog verleend aan vrouwen van vreemde nationaliteit, mits : 1^o regelmatige inschrijving in de moederschapsverzekering; 2^o sedert minstens tien maanden vóór de bevalling in België te zijn gevestigd; 3^o te behooren tot een Staat, die wederkeerig aan Belgische onderdanen dezelfde voordeelen verzekert.

ART. 13.

In verhouding tot het getal gezegde arbeiders, bedienden en huisbedienden, zullen de werkgevers, ten gunste der moederschapsverzekering, eene bijzondere bijdrage moeten betalen aan den Staat. Die bijdrage zal minstens drie per duizend bedragen van de uitbetaalde loonen.

ART. 14.

De dienst der moederschapsverzekering wordt toegevoegd aan het Ambt der Sociale Voorzorg en Verzekeringen, aan het Ministerie van Nijverheid en Arbeid.

des dispositions de l'article 8 de la présente loi. L'indemnité pour perte de salaire ou pour incapacité de travail ne peut dépasser 4 francs par jour.

ART. 11.

Les mêmes subventions de l'État sont allouées en cas d'accouchement d'enfant mort-né ou d'accouchement avant terme, sept mois au moins après la conception, à condition qu'un certificat médical atteste que la mort ou la naissance prématurée n'est pas imputable aux parents.

ART. 12.

Les mêmes subventions de l'État sont allouées aux femmes de nationalité étrangère, à condition : 1^o d'être régulièrement affiliées à une caisse d'assurance maternelle; 2^o d'être domiciliées en Belgique depuis dix mois au moins au moment de l'accouchement; 3^o d'appartenir à une nation qui assure à titre de réciprocité les mêmes avantages aux Belges.

ART. 13.

Les patrons sont tenus de verser à l'État une cotisation spéciale en faveur des caisses d'assurance maternelle en proportion du nombre d'ouvriers, employés et domestiques au service de l'entreprise. Cette cotisation sera au moins de trois pour mille du montant des salaires payés.

ART. 14.

Le service de l'assurance maternelle est rattaché à l'Office de la Prévoyance et des Assurances Sociales institué au Ministère de l'Industrie et du Travail.

Art. 15.

De overtredingen betreffende de moederschapszorg, bepaald onder de artikelen 1, 2, 3, 4 en 5 dezer wet, vallen onder toepassing der artikelen 13, 14, 15, 16 en 18 der wet van 13 Decembre 1889.

De overtredingen betreffende de moederschapsverzekering vallen onder de toepassing der strafbepalingen van de andere verzekeringswetten in België.

Art. 15.

Les contraventions aux articles 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente loi concernant la protection maternelle tombent sous l'application des articles 13, 14, 15, 16 et 18 de la loi du 13 décembre 1889.

Les contraventions en matière d'assurance maternelle tombent sous l'application des dispositions pénales des autres lois d'assurance belges.

René DEBRUYNE,
P. POULLET,
Hendrik HEYMAN,
P. DE GREVE,
Huib. MAMPAEY,
H. VERGELS.

